

Le Manifeste Utopia

Suite des textes soumis à amendements

Vous trouverez ci-dessous 3 extraits de notre Manifeste soumis – à nouveau - à amendements :

1. Une planète en commun (climat, biodiversité, pollution...)
2. L'Education
3. Le Féminisme

Attention, ces parties du texte ont vocation à être essentiellement propositionnelles car elles arrivent après des éléments de constats et d'analyse.

Voir rappel du plan général en fin de document

Rappel du processus

Ce projet initié il y a 3 ans lors de notre Université d'Été 2017, est l'aboutissement d'un long travail fondé sur de nombreuses contributions. Plus de 700 amendements ont été formulés et certains ont déjà fait l'objet d'arbitrage il y a 1 an lors de notre Université. Par rapport au texte initial reçu il y a 1 an, il est à noter que les phrases du texte initial qui ont été supprimées sont barrées et que les nouvelles phrases ou paragraphe ajoutés sont soulignés.

Ces 3 thèmes sont à nouveau soumis à amendement à la demande de nombreux membres d'Utopia compte tenu de l'actualisation nécessaire ou de nouveaux travaux en cours au sein du mouvement spécifiquement sur ces questions.

⇒ L'objectif de l'Université est donc d'aboutir sur ces 3 thématiques à un texte stabilisé pour pouvoir le publier.

Chaque membre d'Utopia est invité à amender le texte ci-après et à envoyer ses amendements avant le jeudi 9 septembre 2021 à midi à contact@mouvementutopia.org

Points de vigilance :

- ⇒ Aucun amendement « de forme » ne sera pris en compte car le manuscrit sera relu et corrigé par des correcteurs.trices.
- ⇒ Aucun amendement effectué en « suivi de modification » ne sera pris en compte
- ⇒ Les amendements doivent être rédigés exclusivement comme suit « page X, paragraphe X, modifier/supprimer/remplacer/ajouter X par X »
- ⇒ Nous appelons à privilégier les apports synthétiques car ce texte doit rester court ;
- ⇒ Nous appelons enfin, à rechercher des exemples issus notamment des pays latino-américains et d'Asie, afin d'illustrer nos propositions pour promouvoir un équilibre géographique.

Bon travail à tous et toutes !

Amitiés Utopiennes,

Le Bureau Utopia

Premier pilier : une planète en commun

Notre « matrice écologique » présentée plus tôt pose les conditions de cette nouvelle approche que le premier pilier se propose d'orienter en réflexions constructives tout autant philosophiques que politiques.

En effet seule une transformation de notre manière de voir le monde peut nous amener à le construire autrement.

A quelle échelle de territoire faut-il construire des sociétés résilientes ? Comment partager en majorité une nouvelle relation avec l'ensemble du vivant ? Quelle stratégie adopter pour développer la biodiversité et non seulement la préserver, quelle part de territoire faut-il laisser au monde sauvage ?

Une politique authentiquement écologique requiert plus qu'une régulation : une transformation ~~radicale~~ fondamentale du système de production, des sources d'énergie, des modes de consommation et des rapports sociaux qu'ils induisent, et une décroissance sélective et équitable de l'empreinte écologique.

1. Le climat

Concernant la responsabilité humaine dans le dérèglement climatique, la communauté scientifique est passée de l'interrogation au doute, du doute à la présomption, de la présomption à la certitude.

Nous avons déjà dépassé le degré supplémentaire par rapport à l'ère préindustrielle et la concentration de CO₂ dans l'atmosphère n'a jamais été aussi élevée depuis plusieurs millions d'années. Même si nous respectons les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris de 2015, l'élévation de la température serait d'environ +3°C d'ici 2100. Limiter le réchauffement sous les +1,5°C est hors d'atteinte, le seul objectif réaliste étant de limiter les dixièmes au-delà de deux degrés, chacun augmentant les risques de basculement aux conséquences dramatiques. Le GIEC reconnaît en 2019 que ses rapports précédents ont plutôt sous-estimé l'ampleur des changements prévisibles.

~~Le changement climatique~~ dérèglement climatique impacte directement les conditions vitales de nombreuses populations : accès à l'eau, production agricole, santé. Sans en être responsables, les pays les plus pauvres seront les premiers et les plus durement touchés. Mais aucun pays ne sera épargné. ~~Le changement climatique~~ dérèglement climatique menace la vie de l'humanité entière, et de l'ensemble du vivant.

En effet, la qualité de l'air témoigne déjà de l'impact des activités humaines (industries et transports) sur les maladies respiratoires et les allergies ; la rapidité du dérèglement ne

laisse pas le temps nécessaire à l'adaptation du reste du vivant qu'il soit animal ou végétal.

Si la courbe des émissions de GES ne fléchit pas suffisamment, les stocks de gaz à effet de serre doubleront à la fin de ce siècle et la température moyenne augmentera de près de 5°C, soit une situation qui, au-delà de 2°C nous plonge dans des conditions de vie inconnues pour l'humanité. C'est une augmentation similaire à celle qui est advenue entre la dernière glaciation (il y a plus de 10 000 ans) et aujourd'hui, mais ce, sur à peine 100 ans ! Certaines zones verront même leur température s'accroître de 10°C rendant la vie humaine et de celle nombreuses espèces impossibles impossible et produisant des migrations climatiques en masse. L'ONU estime que le réchauffement planétaire pourrait pousser 250 millions de personnes à quitter leur lieu de vie d'ici 2050. D'autres projections vont encore plus loin en pointant un risque encore plus important, celui de la probabilité d'emballement ~~le risque d'emballement~~ en chaîne du dérèglement climatique entraînant entre autres une diminution de la capacité de la mer et de la terre à produire de la biomasse pour l'alimentation et l'énergie, capter le carbone et maintenir la biodiversité. Nous avons donc l'obligation historique de faire de la lutte pour limiter ~~contre~~ le dérèglement climatique la priorité. Compte tenu de cette urgence et de la dimension systémique de ce combat, il ne s'agit plus pour nous de défendre les politiques de « transition verte », mais de provoquer l'indispensable mutation vers une société de la sobriété et de la solidarité, seule capable de gérer les impacts du dérèglement climatique en cours et de limiter son importance pour que perdure la vie sur terre.

Pour ne pas dépasser les 2° de réchauffement climatique, nous devons laisser environ 80% des énergies fossiles connues dans le sol et mettre fin à toute nouvelle recherche de réserves. Tout est pourtant fait pour que perdure l'utilisation de ces ressources polluantes. Une pression économique pourrait être mise en place en « internalisant les coûts externes », c'est-à-dire en faisant reposer les conséquences d'une pollution privée sur le pollueur, sans pour autant pénaliser économiquement les populations les plus fragiles et bien souvent les plus dépendantes aux fossiles. ~~La conjonction d'une fiscalité et de normes volontaristes est une solution préalable à l'instauration d'une société fonctionnant sur une base de sobriété énergétique.~~

2. L'énergie et les ressources naturelles

Pour agir efficacement afin de limiter contre le réchauffement dérèglement climatique, nous proposons une transition énergétique fondée simultanément sur la sobriété et l'efficacité énergétiques, ainsi que sur les énergies renouvelables.

Si nous ne voulons pas faire le pari risqué d'un éventuel bond technologique de type géo-ingénierie (*Précisions à venir sur les raisons de cette prise de position*) (notamment en matière de séquestration du carbone, ou encore de développement des techniques fondées sur le nucléaire de la 4^{ème} génération, ainsi que le projet ITER de fusion nucléaire, démesuré et hors normes financièrement), l'un des points essentiels est bien d'identifier ces « négawatts⁵ » qui représentent l'énergie que l'on pourrait éviter de consommer grâce à un usage plus sobre et plus efficace.

D'après les experts de l'association française *Négawatt*, ils représentent, dans un pays comme la France, plus de la moitié de la consommation d'énergie primaire et le tiers de l'énergie finale⁶.

La sobriété consiste à supprimer les gaspillages à tous les niveaux de l'organisation de notre société ainsi qu'au niveau de nos comportements individuels, sans pour autant recourir au rationnement ou à l'austérité. Par exemple mieux profiter de la lumière naturelle, réduire les éclairages inutiles, réguler le chauffage, favoriser la marche ou le vélo pour les déplacements courts, le transport collectif pour les trajets plus longs, réduire l'usage de la voiture en zone urbaine, réduire sa consommation de viande, rationaliser l'approvisionnement des lieux de vente, remettre le fret sur les rails plutôt que sur les routes...

5

Cette notion a été conçue par l'association Française [Négawatt](#) pour désigner l'énergie qu'il est possible de ne pas consommer.

6

Définir énergie primaire et final

Enfin, à la condition qu'elles soient gérées comme des communs, les énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien, géothermie, biomasse), décentralisées et bien réparties, devront être développées en ayant le plus faible impact possible sur l'environnement. Associées à des politiques de sobriété et d'efficacité, elles auront pour fonction de répondre durablement à nos besoins en énergie tout en respectant notre planète⁸.

Le cas du nucléaire

Dans le monde, trente pays sur près de deux cents sont équipés d'au moins une centrale nucléaire et neuf d'entre eux possèdent la bombe atomique. On dénombre près de 15 000 têtes nucléaires dans le monde, de quoi faire sauter plusieurs fois notre planète. Si dans le domaine militaire, nous nous prononçons pour un désarmement nucléaire total le plus rapidement possible, il en va de même pour le nucléaire civil, notamment, mais pas uniquement, parce que les frontières entre le civil et le militaire sont loin d'être étanches. Nous prenons position pour un arrêt programmé et rapide du nucléaire civil, associé à une politique de transition énergétique globale conduisant à la réduction de la consommation d'énergie.

Décider de sortir du nucléaire sans tomber dans la pénurie d'électricité ni augmenter son prix est possible pour tous les pays y compris pour la France, pays au monde le plus dépendant du nucléaire. En s'orientant vers les énergies renouvelables, les investisseurs ont parfaitement intégré l'échec économique du nucléaire que n'a fait qu'accentuer le fiasco de l'option EPR. En effet la plupart des énergies renouvelables sont maintenant plus économiques que le nucléaire. L'argument du retour à la bougie n'a aucune réalité, sinon 170 pays dans le monde vivraient sous l'éclairage vacillant d'une flamme. Contrairement aux idées reçues, en abandonnant le nucléaire, l'Allemagne n'a pas réactivé ses centrales à charbon (insérer une note de bas de page argumentée).

Il nous faut au plus vite sortir de la menace de la catastrophe que provoquerait un accident et ainsi mettre fin à la production de déchets quasi éternels, en rappelant que cette énergie représente moins de 3% de l'énergie finale mondiale et ne permet d'économiser, éventuellement et uniquement à court terme, que peu de CO2.

Pour aller plus loin : voir les propositions du livre Utopia sur le nucléaire: www...

⁷ Sur ce point, il faudra règlementer les exportations du nord vers le sud des produits d'occasion classés énergivores (moteurs de machines divers, véhicules, climatiseurs, réfrigérateurs et petit électroménager, etc.).

⁸ D'après le GIEC (rapport de mai 2011) la consommation énergétique mondiale pourrait être issue à 80% des énergies renouvelables d'ici 2050. La Commission Européenne (Feuille de route vers une économie à faible intensité de carbone à l'horizon 2050) parle même de 85% pour l'Europe.

3. La biodiversité

Alors que les scientifiques parlent de 6ème extinction massive des espèces, mal comprise, la notion d'écosystème est pourtant fondamentale car elle explique les rapports complexes d'interdépendance entre toutes les composantes du vivant.

Selon le dernier rapport de l'IPBES, « en moyenne, 25 % des espèces appartenant aux groupes d'animaux et de végétaux évalués sont menacés, ce qui suggère qu'environ 1 million d'espèces sont déjà menacées d'extinction, beaucoup plus dans les décennies à venir, à moins que des mesures ne soient prises pour réduire l'intensité des facteurs à l'origine de la perte de biodiversité. Faute de mesures, l'augmentation du taux global d'espèces menacées d'extinction va encore s'accélérer, alors qu'il est déjà au moins des dizaines voire des centaines de fois plus élevé que la moyenne sur les 10 millions d'années écoulés. »⁹

Le changement climatique global, la pollution des eaux, des terres et de l'air, l'érosion, la surpêche, la déforestation, l'artificialisation des sols, la réduction des espaces naturels et la rupture de leurs continuités font peser une menace croissante sur la diversité du vivant sur laquelle repose la vie sur terre. Il nous revient de reconsidérer notre rapport à ce vivant dont l'humanité est la composante la plus prédatrice. C'est en élargissant le champ de notre sensibilité à celui de toutes les manières d'être vivant, c'est en considérant la dimension politique et émancipatrice que cet élargissement porte, que nous proposons de mener ce combat vital.

Réduire l'empreinte humaine au profit d'un ensauvagement massif est une des voies que nous proposons de suivre pour rétablir une surface de terre sauvage désanthropisée, nécessaire au maintien de la diversité du vivant.

Par ailleurs, alors qu'aujourd'hui 95% des animaux terrestres, sont d'élevage ou domestiques, on comprend les raisons de l'effondrement de la biodiversité.

4. Les pollutions

Illustration de l'emprise anthropique sur l'ensemble du vivant les pollutions de toute nature doivent être strictement régulées. En effet, elles causent au sein même de l'humanité entre 7 et 9 millions de morts chaque année selon les sources, soit environ 16 % des décès enregistrés dans le monde. La première d'entre elles est la pollution de l'air, due en majorité aux transports et aux activités manufacturières, ainsi que la pollution de l'air intérieur liée aux matériaux de construction ou aux modes de chauffage. Encore une fois, ce sont les pays les pauvres (ici l'Asie) qui sont le plus durement touchés. Après la pollution de l'air, la pollution de l'eau cause directement la mort de 3,4 millions de personnes chaque année selon l'OMS. 2,6 milliards de personnes ne disposent pas de

sanitaires. 3.1% des décès dans le monde sont expliqués par une mauvaise qualité de l'eau de l'assainissement et de l'hygiène.

Les pollutions des sols constituent un danger pour la nourriture que nous mangeons, l'eau que nous buvons, l'air que nous respirons et la santé de nos écosystèmes. Elles trouvent leur origine dans presque toutes les activités humaines : les activités minières, l'industrie, les ordures ménagères, l'élevage, les pesticides, les herbicides, les engrais utilisés dans l'agriculture, les émanations des moyens de transport, les produits dérivés du pétrole¹⁰. La régulation et la réduction sévère de ces activités est une urgente nécessité.

La généralisation des transmissions par ondes électromagnétiques à différentes fréquences représente un nouveau danger, pour lequel les études disponibles (souvent biaisées) ne donnent pas d'indication claire. Toutefois, l'hypersensibilité aux ondes est un phénomène dont l'impact est reconnu. Des études indépendantes doivent donc être menées à l'échelle internationale. Le déploiement de la technologie « 5G » présente de nouveaux dangers : « *de nouvelles recherches ont confirmé de manière convaincante les graves risques sanitaires liés aux champs électromagnétiques de radiofréquences (RF- CEM)* », déclarent les scientifiques ~~en soulignant des risques de cancer du cerveau chez les humains, de maladie d'Alzheimer, d'infertilité humaine ou de symptômes de (céphalées intenses, troubles de la concentration, troubles du sommeil, épuisement ainsi que des symptômes similaires à ceux de la grippe)~~¹¹.

De même, les pollutions lumineuses et notamment les éclairages publics urbains perturbent gravement l'équilibre de l'écosystème végétal et animal existant dans les villes. Quant aux pollutions sonores, de plus en plus présentes en milieu urbain ou péri-urbain (aviation, travaux, etc.), leurs effets dévastateurs sont multiples. Par exemple, pour les humains, leurs effets ont été démontrés cette pollution impacte fortement la qualité du sommeil, et parfois des pertes d'acuité auditive pour les personnes les plus exposées.

De même, la pollution des mers est peu visible mais réelle. Les déchets plastiques, en progression exponentielle, sont un danger pour la chaîne alimentaire halieutique. Les désordres climatiques risquent de développer des espèces invasives toxiques (méduses, algues). Le fret maritime génère des pollutions liées aux hydrocarbures (moteurs, dégazages, accidents,...), des pollutions sonores dommageables pour certaines espèces (perte de repérage, difficulté de communication) et des pollutions indirectes liées au faible coût du transport international (les produits lointains sont moins chers que les produits locaux).

10 Source FAO : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1127210/icode/>

11 Source : <https://www.actu-environnement.com/ae/news/5g-telephone-risques-saintaires-alerte-robin-toits-29640.php4>

12 L'éducation

L'éducation est un droit fondamental. Ce droit est consacré par les articles 28 et 29 de la Convention internationale des droits de l'enfant. Sur la base de l'égalité des chances, l'enseignement primaire doit être obligatoire et gratuit, et l'enseignement secondaire accessible à tous, dans le respect de la dignité de l'enfant.

Malgré les affirmations solennelles qui se sont succédé au cours des 50 dernières années, on estime que 855 millions de personnes - près du sixième de l'humanité - ne savent ni lire ni écrire, et ce nombre est croissant.

Il est important de souligner que la majorité des enfants exclus de l'école sont des filles.

En empêchant les enfants de se développer pleinement, l'analphabétisme sème d'embûches leur chemin vers l'âge adulte et rend encore plus difficile leur compréhension du monde dans sa diversité. Pire, l'analphabétisme entraîne une paupérisation culturelle source de dégradation des capacités de connexion et de participation à la gestion, à la participation à la vie de la collectivité et surtout au contrôle de la qualité de la gestion de l'espace public.

Apprendre à vivre ensemble, expérimenter et pratiquer la démocratie délibérative doivent être les véritables priorités de l'école. Nous refusons une école dont le rôle premier serait de valoriser le « potentiel économique » de l'individu et son esprit de compétition.

L'école doit non seulement apporter des apprentissages de base, mais aussi permettre aux enfants de devenir des êtres humains libres et créatifs, des citoyens éclairés et pas des producteurs / consommateurs. Un des enjeux majeurs de l'école du 21^{ème} siècle sera de construire de la singularité dans la pluralité sans s'opposer mais pour une société où le vivre ensemble est à dépasser pour vivre en commun.

En s'appuyant principalement sur les pédagogies dites « actives », l'apprentissage ne doit plus se faire de façon « descendante » mais en partant de ses centres d'intérêts et de ses désirs.

En effet, à force de chercher à inculquer systématiquement un ensemble de connaissances et de compétences, on en a oublié « la part de l'enfant » : ce que chacun porte en soi et qui, seul, permet de faire sien un élément nouveau – autrement dit de comprendre, d'être acteur de sa vie, d'apprendre à faire des choix autonomes et réfléchis. L'école doit permettre à chaque enfant d'être entendu dans ses propres besoins d'apprentissage. Il s'agit bien de passer d'une consommation forcée de savoir, et d'évaluation de ces savoirs à une co-construction où les enfants, en coopération avec les enseignants, peuvent tenir leur juste place.

Outre l'accès à la pensée complexe et non simplifiante, l'école a pour mission de donner à chaque enfant la possibilité d'acquérir un esprit critique, de s'épanouir et d'assurer à tous la

maîtrise de savoir-faire autonomes, des savoir-être¹⁷ et des connaissances de base indispensables à son émancipation.

Ce socle commun doit permettre à chacun de réfléchir sur sa vie et de développer sa pensée critique. Il comporte l'apprentissage des moyens intellectuels pour participer aux débats publics : pensée réflexive, imagination, maîtrise des langages... Il fournit les moyens de « l'autodéfense intellectuelle »¹⁸ pour décrypter les médias. Il forme à la gestion non violente des conflits. Il ouvre les voies de l'apprentissage autonome (apprendre à apprendre), tout en restant un solide soutien pour l'enfant, et doit induire le plaisir d'apprendre.

L'école est donc un lieu où l'enseignant développe le faire ensemble, pour appréhender le vivre ensemble et amène chaque enfant à découvrir que chacun se construit par rapport aux autres, en comprenant l'autre et en apprenant sur l'autre. C'est un prérequis indispensable pour qu'adulte il soit préparé à une démarche démocratique.

Par ailleurs, l'école ne doit pas inculquer une histoire "officielle" tronquée des peuples ayant subi les colonisations et vu leur passé et leurs acquis civilisationnels et historiques, culturels et sociologiques déformés, cachés, voire gommés et en tout cas volontairement détruits. Cela passera aussi par le chemin d'une école vivante qui s'appuie sur des curricula dédiés, et qui enseignerait simplement la vérité et non une vérité des vaincus ou celle des vainqueurs dans un environnement différent de l'environnement de la classe uniquement.

De façon générale, les solutions ne peuvent pas venir que du seul système scolaire. L'éducation est présente tout au long de la vie tout d'abord à travers l'éducation populaire qui doit concerner tous les âges et toutes les classes sociales.

Il convient également de multiplier les lieux d'apprentissage, notamment les réseaux d'auto-formation, reliant des espaces éducatifs libres d'accès et gratuits, où chaque individu peut utiliser les ressources disponibles, échanger des connaissances, les faire circuler, proposer ses trouvailles et se frotter à la critique.

De même, l'éducation populaire, soit l'éducation du peuple, par le peuple et pour le peuple, a une dimension fortement émancipatrice. Permettant à tous de « sortir de la place qu'on vous a assignée et de construire une intelligence collective », c'est un outil de transformation sociale et politique. L'éducation populaire regroupe les actions de formation et d'éducation qui, au côté de l'école, ont pour but premier de démocratiser le savoir et d'assurer à tous les hommes et les femmes, quel que soit leur âge, les moyens de mieux participer à la démocratie en proposant des formes originales d'accès au savoir et à la culture.

Le féminisme

La plupart des sociétés humaines actuelles sont régies par ce que l'on appelle le patriarcat, c'est à dire une société d'abord conçue, organisée et dirigée par et pour les hommes. Le patriarcat est un système de domination à la fois idéologique, culturel, social, économique, politique, et religieux qui repose sur la violence, particulièrement à l'égard des femmes (féminicides, violences sexuelles, violences domestiques, mutilations sexuelles, harcèlement, ...) et des enfants (inceste, pédocriminalité, violences éducatives ...).

Le féminisme, conçu comme la revendication d'une égalité en droit et en fait entre femmes et hommes, et la fin de toute domination patriarcale, doit être appréhendé comme un principe transversal, un socle de valeurs irrigant tous les axes de notre programme d'émancipation.

Dans ce cadre, le féminisme est aujourd'hui incontournable : pilier citoyen de la lutte politique, il concerne à la fois les femmes et les hommes, qu'il doit libérer de l'injonction à se conformer à des rôles sociaux prédéterminés. Il est acteur de transformation sociale, langage universel ici et ailleurs, c'est aussi un lien intergénérationnel.

Ses déclinaisons concernent tous les aspects de la vie en société : l'ordre public, l'action sanitaire et sociale, l'urbanisme, l'action économique, l'enseignement, la culture, les sports, le monde associatif, l'action internationale...

Le patriarcat

Militer pour le droit des femmes, c'est militer pour le droit de tous. Toutes les inégalités – entre les sexes, les classes, les races, les nations- sont liées entre elles. Les femmes ne sont ni une race, ni une classe, ni une ethnie, ni une catégorie. Elles se trouvent dans tous ces groupes, elles les engendrent, elles les traversent.

Le combat pour l'égalité des sexes est un des plus radicaux. Les historiens et anthropologues l'ont vérifié maintes fois. Aucune civilisation n'en a fait une question mineure, car, à travers cette question, il y a tout le problème du rapport à l'autre, différent et identique. Dans presque toutes les sociétés, de tous temps, le masculin a plus de pouvoir que le féminin. Revendiquer une position féministe interroge tout d'abord nos grilles de lecture politique traditionnelles, notre identité, notre sexualité, nos pratiques militantes et personnelles, un univers où nous sommes tous des bourreaux et des victimes conditionnés par des stéréotypes.

~~L'analyse marxiste traditionnelle a oublié le travail de reproduction comprenant la cuisine, le nettoyage ou encore la procréation. Ces activités sont pourtant indispensables au fonctionnement du système capitaliste.~~

La lutte des femmes a trop souvent été considérée comme secondaire dans les luttes sociales. L'émancipation des femmes s'est traduite par un accès au marché du travail jugé libérateur et en rupture avec la maternité vue comme une servitude, dans un paradigme consumériste (couches jetables, lait maternisé, nourriture industriel en conserve ou surgelés) reposant sur l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché composée essentiellement d'autres femmes, le plus souvent immigrées et précaires.

La critique anticapitaliste s'accompagne d'une réflexion écologique très forte dans les luttes de femmes partout sur la planète. Elles ont d'ailleurs traditionnellement été éduquées à prendre soin, au sens large : prendre soin de leur entourage, de leur foyer et par extension de leur environnement. Elles font parties bien souvent des plus précaires et de celles qui s'occupent des personnes les plus vulnérables (enfants, personnes âgées, malades,...) donc des personnes plus fragiles face aux pollutions. Les femmes sont les plus touchées par les effets du changement climatique alors que leur rôle est essentiel en matière de sécurité alimentaire (elles peuvent produire jusqu'à 80 % de l'offre alimentaire).

Mettre en avant le combat féministe est aujourd'hui incontournable : pilier citoyen de la lutte politique, il est acteur de transformation sociale, langage universel ici et ailleurs, c'est aussi un lien intergénérationnel.

Ses déclinaisons doivent concerner tous les aspects de la vie en société: l'ordre public, l'action sanitaire et sociale, l'urbanisme, l'action économique, l'enseignement, la culture, les sports, le monde associatif, l'action internationale...

A l'heure où chaque année deux millions de femmes sont toujours excisées dans le monde, ou dans un pays dit développé comme la France, un femme meure tous les trois jours sous les coups de son conjoint, les acquis sont plus que jamais fragiles. Et nous restons dans un système global de domination qui sévit dans toutes les sphères.

L'actualité et la transversalité du féminisme

Depuis 2010, on constate une reprise des luttes féministes de grande ampleur. Aux États-Unis, Le Mouvement #MeToo en 2017 a donné à ces luttes une dimension internationale qui s'est prolongé dans de nombreux pays, notamment en France, avec le Grenelle des violences conjugales en septembre 2019. En Italie le mouvement féministe prend le relais

d'un mouvement ouvrier essoufflé ; en Espagne, ce sont six millions de personnes qui sont descendues dans la rue en 2019 pour la journée internationale des droits des femmes.

En Amérique Centrale et du Sud, des centaines de femmes marchent dans la rue contre les féminicides ou encore pour revendiquer le droit à l'avortement. Le féminisme contemporain a surgi en Amérique latine, au milieu des années 70, à une époque où les régimes militaires et les « apparentes » démocraties écrasèrent toute naissance de mouvement progressiste. Le rôle des femmes en Amérique Latine ces dernières décennies et leur implication dans les processus de prises des décisions démontre leur importante contribution à la promotion de la paix et au changement social.

Par ailleurs, à l'heure de l'anthropocène, on assiste à l'émergence d'un nouvel âge du féminisme : l'éco-féminisme. L'écoféminisme nous invite à voir les liens qui existent entre domination des femmes et domination de la nature.

Déconstruire la domination masculine et la tyrannie du genre

« Le désir, la possession, l'amour, le rêve, l'aventure et les mots qui nous émeuvent : donner, conquérir, s'unir, garderont leur sens. C'est au contraire quand sera aboli l'esclavage d'une moitié de l'humanité et tout le système d'hypocrisie qu'il implique, que la « section » de l'humanité révélera son authentique signification et que le couple humain trouvera sa vraie figure. » Simone de Beauvoir²³.

Nous dénonçons l'idée qui reste particulièrement ancrée dans la société, selon laquelle les différences biologiques entre hommes et femmes induiraient ou justifieraient « naturellement » des différences sociales, de comportement, de sensibilité, etc.

Ce préjugé est lié au raisonnement suivant : puisque, contrairement à l'homme, la femme est potentiellement dotée de la capacité à porter un enfant et lui donner naissance²⁴, il semblerait évident qu'elle est aussi dotée de capacités maternelles, d'une prédisposition à la sphère domestique, d'une personnalité attentionnée, etc... Ainsi le féminin a longtemps et traditionnellement été perçu par l'aptitude à l'expression émotive et relationnelle (capacité à l'empathie, passivité, dépendance). Le masculin, en revanche, se définirait comme opérant un rapport instrumental au monde, en tant que sujet actif, moteur, acteur dans un environnement où il est défini par ses actions, (il développerait naturellement des caractéristiques comme l'agressivité, la confiance en soi, la domination) (Parsons & Bale, 1955 ; Bakan, 1966).

Nous dénonçons donc cette soit-disant concordance entre différence biologique et rôle social.

Les différences « naturelles » expliqueraient la répartition des rôles dans l'organisation sociale et familiale : les femmes à la maison avec les enfants et les hommes... partout ailleurs. Aujourd'hui, c'est cette vision qui justifie toujours les orientations professionnelles sexuées mais aussi la répartition des tâches dans les sphères domestique, publique et politique. Cette vision naturaliste (ou essentialiste) a été progressivement remise en question notamment par l'apparition au 20^e siècle de la notion de « genre ». Celle-ci remet justement en question cette fausse évidence : les rôles, les attributs, les personnalités des hommes et des femmes sont déterminées par leur physiologie (cf Judith Butler). Elle permet d'introduire un questionnement sur la part socio-culturelle dans la construction de nos représentations du masculin et du féminin. Par ailleurs, l'anthropologue Françoise Héritier²⁵ a défini le concept de "valence différentielle" concernant les stéréotypes de genre démontrant qu'un attribut dit "masculin" est doté automatiquement d'une valeur sociale supérieure à un attribut dit "féminin", quel que soit le sexe de la personne douée de cet attribut. La conséquence paradoxale de cela, selon la philosophe Olivia Gazalé²⁶ est que les hommes sont également victimes de cette domination masculine car un homme qui va à contre-courant de ses stéréotypes de genre est socialement humilié.

Cette « tyrannie du genre » pour reprendre les termes de Marie Duru-Bellat²⁷ est donc l'intériorisation progressive de la place que chacun doit tenir en tant qu' « homme » ou en tant que « femme » dans une société. De nombreuses études scientifiques²⁸ ont démontré que ce phénomène est à l'œuvre tout au long de nos vies : l'interprétation d'un bébé qui pleure (pour une fille, on imagine qu'elle a de la peine, pour un garçon on imagine qu'il est en colère), le choix des jouets, de l'habillement, des études, de la carrière, etc.

Pascal Huguet²⁹ prend l'exemple suivant : *« je joue aux petites voitures et non à la poupée" parce que je suis un garçon. Je "joue à la poupée et non aux petites voitures" parce que je suis une fille. Construites très tôt au cours du développement mental, de telles associations conduisent à la fois à une identité sexuelle (perception d'être soi-même de genre masculin ou féminin) et à des "rôles de genre" qui contrairement au sexe biologique sont socialement et culturellement construits. De ce fait, les rôles de genre et l'identité sexuelle (ou identité de genre) permettent à l'âge adulte la reproduction de certaines inégalités inscrites de longue date entre hommes et femmes, aujourd'hui encore en matière par exemple de salaire, d'accès à certaines professions et à certains statuts. »*

Il ne s'agit pas de nier tout caractère biologique à la distinction de sexe mais de combattre les structures sociales, économiques et culturelles qui créent une hiérarchie entre ces différences. Déconstruire la domination masculine c'est donc bien d'abord déconstruire les représentations, les imaginaires.

25 Françoise Héritier. Une pensée en mouvement. Odile Jacob. Paris. 2009

26 Le Mythe de la virilité : un piège pour les deux sexes, Olivia Gazalé, Robert Laffont, 2017

Éléments pour le combat féministe

Accès aux droits

Dénoncer la violence de l'assignation de genre et de sexe à la naissance passe par la condamnation des actes d'homophobie, de lesbophobie, de transphobie. Dans encore beaucoup trop de pays le droit à la contraception n'est pas ou mal reconnu, et de nombreuses régressions de ce droit sont en cours. Ce combat est permanent. Il convient également de mettre en avant les souffrances liées à un certain type de contraception, le plus souvent assumée par les femmes, notamment la pilule. Il faut développer une culture égalitaire de la contraception avec une meilleure information sur les différents moyens contraceptifs qui ne reposent pas forcément sur la médicalisation.

Chaque année, 45 000 femmes³⁰ meurent dans le monde des suites d'un avortement clandestin. Il faut garantir le droit à l'avortement qui sécurise les personnes souhaitant y recourir en luttant contre la fermeture des centres de planification familiale.

Féminiser la politique

La féminisation de la politique est un des socles sur lesquels s'appuyer pour changer radicalement la société que nous revendiquons également dans une perspective municipaliste. Il s'agit de "*mettre à bas toutes les discriminations qui s'exercent dans la société et qui peuvent remettre en question la participation d'un individu. C'est la condition nécessaire pour garantir l'inclusivité*". (Extrait de "La Commune est à nous" par le Mouvement Utopia et CommonsPolis).

Le féminisme participe non pas uniquement à l'égalité entre les genres, des individus en fonction de leur genre mais bien à une société inclusive au sens large qui lutte contre toute forme de discrimination et d'exclusion. Le fonctionnement politique au Rojava (confédéralisme démocratique) repose sur l'idée qu'« *aucune société ne peut être libre tant que les femmes ne sont pas libres* ». Cela passe non seulement par la mise en pratique systématique de la parité, tant en terme de représentation politique que de prise de parole.

De manière générale, des espaces de non-mixité choisie sont non seulement légitimes mais aussi nécessaires comme lieux d'expression et de prise de conscience libérés de la présence des groupes dominants. Ils permettent également de redécouvrir ses forces et d'élaborer des stratégies de lutte collective.

Enfin, la féminisation de la politique implique de sortir des logiques de compétition et de loi du plus fort pour aller vers des pratiques dites féminines de coopération, de promotion de la diversité et de partage du pouvoir.

30 Communiqué de presse du 26 septembre 2014 du HCEfh (Haut conseil de l'égalité entre les femmes et les hommes)

De même, au niveau politique, un long chemin reste à parcourir : lors des élections municipales en France en 2020 par exemple, il est apparu que les têtes de listes des candidats étaient tenues à 79% par des hommes et à 21% par des femmes!

Politiser le « care »

Cette notion signifie "prendre soin" et désigne à la fois les soins que l'on donne aux autres, mais aussi toute la sollicitude à autrui ainsi que le fait de prendre soin d'une manière générale de son environnement, du monde qui nous entoure. Le genre amène à ce que les femmes prennent davantage en charge ces tâches et ce qu'on peut appeler aussi la charge mentale ou la charge émotionnelle. Il est nécessaire aujourd'hui de revaloriser ces activités de "care" dans les foyers mais aussi dans les activités professionnelles. Ceci est au centre de notre projet de société. Nous souhaitons une société solidaire où tout le monde, donc pas uniquement les femmes, prend en charge le "care".

Créer une solidarité internationale

Les politiques locales doivent inclure la dimension internationale : penser les politiques d'alimentation et d'habitat en ce sens sans recourir à l'exploitation des travailleur.ses partout sur la planète. Sortir de la logique individuelle faisant reposer la recherche d'une consommation éthique au sein des foyers sur les femmes. Lutter contre la délégitimation des tâches dévalorisées aux personnes les plus pauvres.

Lutter contre les violences

Les violences machistes que subissent les femmes en raison de leur genre sont trop importantes pour penser que l'égalité est atteinte. Lutte contre les violences conjugales : protection et prise en charge des personnes victimes de violence conjugale et condamnation des hommes violents ; lutte contre les féminicides : ~~"On ne naît pas femme, mais on en meurt"~~ ; travail culturel : inventer de nouvelles masculinités non violentes ; prendre en compte le caractère systémique de la violence patriarcale sans stigmatiser certaines cultures.

Éduquer tout au long de la vie sur les questions de genre

La domination des enfants est le début de la domination patriarcale : apprentissage des rôles, apprentissage du rôle d'adulte, de dominant... il faut développer une culture de l'égalité dès la petite enfance ; cela commence par la formation de chaque professionnel de l'éducation à l'égalité filles-garçons et à la déconstruction des stéréotypes sexistes. Il doit en être de même pour l'ensemble des professionnels du secteur public.

Il convient également de mettre en lumière l'histoire des femmes ~~et de lutter pour une~~ valoriser une langue neutre ou le masculin ne domine pas (langage épiciène) comme cela existe déjà dans de nombreux pays.

Le combat féministe est un combat de longue haleine, qui a toujours existé dans l'histoire de l'humanité. Dans nos sociétés occidentales ce n'est que très récemment que des féministes ont obtenu par leurs luttes des avancées qui paraissent aujourd'hui encore fragiles.

~~Alors peut-être, comme le disent les Femmes dans leur Manifeste : les femmes n'ont pas besoin de réformes, elles ont besoin d'une révolution.~~

Rappel du plan général

Au sommaire	3
Courte présentation d'Utopia	5
Préface	5
Préambule : pourquoi un nouveau manifeste ?	6
I. Première partie : les fondamentaux d'Utopia	7
A. Introduction.....	7
B. Déconstruire les principales aliénations	8
1. La croissance	8
2. La consommation	9
3. Centralité de la valeur travail.....	9
4. Le « progrès » technologique	10
C. La matrice écologique	12
D. Les communs comme nouvelle voie	14
II Deuxième partie : les sept piliers d'un espace politique mondial	16
A. Introduction.....	16
B. Premier pilier : une planète en commun	17
1. Le climat	17
2. L'énergie.....	18
3. La biodiversité	19
4. Les pollutions	19
C. Deuxième pilier : l'accès universel aux droits fondamentaux	21
1. Le droit d'accéder à un minimum de ressources.....	21
2. Accès minimum gratuit à l'eau, à l'énergie, aux transports et aux télécommunications	22
3. Le droit au logement.....	23
4. Le « droit » à la santé.....	24
5. Le droit à l'éducation	25
6. Le droit à la culture.....	27
7. Le droit à des média indépendants respectueux de l'individu.....	27
8. Le droit au respect de la vie privée	28
D. Troisième pilier : la souveraineté alimentaire	30
1. L'agriculture.....	30
2. L'alimentation	31
3. Élevage, pêche et cause animale	31

E.	Quatrième pilier : les migrations, vers la liberté de circulation et d'installation	33
1.	Changer les imaginaires sur les migrations	33
2.	Proposer une politique alternative sur les migrations.....	36
F.	Cinquième pilier : le féminisme	39
1.	Le patriarcat	39
2.	L'actualité et la transversalité du féminisme.....	40
3.	Déconstruire la domination masculine et la tyrannie du genre.....	40
4.	Éléments pour le combat féministe	42
G.	Sixième pilier : nouveaux espaces de démocratie	44
1.	Pour une refondation démocratique	44
2.	Pour une démocratie du Buen Vivir.....	45
3.	Le municipalisme.....	46
4.	Pour une culture de la paix.....	50
H.	Septième pilier : l'économie de l'émancipation	53
1.	La faillite du système économique actuel.....	53
2.	Pour un autre système économique.....	54
3.	Le piège de la dette.....	57
4.	La monnaie.....	59
5.	Pour une fiscalité internationale	60
6.	Repenser notre rapport au temps	61
I.	Conclusion : comment y allons-nous ?	63
	Qu'est-ce qu'Utopia ?	64